



HAL
open science

Quand des jeunes d'un quartier populaire interprètent les émeutes urbaines

Valérie Sala Pala

► **To cite this version:**

Valérie Sala Pala. Quand des jeunes d'un quartier populaire interprètent les émeutes urbaines. Bérout, Sophie ; Gobille, Boris ; Hajjat, Abdellali; Zancarini-Fournel, Michelle. Engagements, rebellions et genre dans les quartiers populaires en Europe (1968-2005), Editions des archives contemporaines, pp.43-58, 2011. <halshs-00661630>

HAL Id: halshs-00661630

<https://shs.hal.science/halshs-00661630v1>

Submitted on 23 Aug 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Quand des jeunes d'un quartier populaire interprètent les émeutes urbaines...

Valérie Sala Pala

CERAPSE, Université Jean Monnet de Saint-Etienne

valerie.sala.pala@univ-st-etienne.fr

Les émeutes de novembre 2005 ont engendré en France un vaste débat quant au « sens politique » de ces événements et, au-delà, des émeutes urbaines en général¹. A défaut d'un « sens » qui aurait été délivré par les acteurs des émeutes eux-mêmes, une lutte d'interprétation s'est ainsi nouée en vue d'imposer la « bonne » interprétation des émeutes (Mauger, 2006), soit comme forme spécifique de participation politique saisie par certains citoyens, soit comme actions violentes et irrationnelles sans signification politique développées par de jeunes délinquants, voire révélatrices d'un déficit de citoyenneté et de politisation de ces jeunes.

Cette lutte d'interprétation constitue un enjeu social et politique crucial dans la mesure où l'imposition d'une interprétation « contre » l'autre peut légitimer certaines réponses politiques aux émeutes ainsi que les acteurs qui les portent. Comme L. Wacquant (2006) le suggère, les réponses politiques aux émeutes urbaines tendent à se situer sur un continuum entre deux pôles : d'un côté la répression, de l'autre les politiques sociales. Durant les émeutes de novembre 2005, le gouvernement français a nettement tenté d'imposer une interprétation non politique des émeutes. On se rappelle du ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, utilisant des mots tels que « racaille » ou « voyous » pour désigner les « jeunes des cités » et réduisant du même coup les émeutes à des actes de délinquance, appelant une solution principalement répressive (avec notamment la très symbolique instauration du couvre-feu, en vertu d'un décret adopté dans le contexte de la guerre d'Algérie) plutôt qu'une solution sociale (lutte contre les inégalités sociales, les discriminations – notamment ethniques –, le racisme, la ségrégation, promotion de l'emploi et de l'éducation, etc.). Sous cet angle, Novembre 2005 contraste avec les émeutes du début des années 1980, qui avaient débouché sur le développement de nouvelles politiques sociales et en particulier la mise en place de la politique de la ville, qui concentrait les ressources publiques sur les quartiers désignés comme les plus défavorisés.

Les sociologues ont largement contribué à ce débat sur le « sens » des émeutes, à en juger par le nombre d'ouvrages et articles consacrés à la question depuis novembre 2005². A la lecture de ces travaux, il apparaît que la question du sens politique des émeutes fait l'objet de désaccords entre sociologues. Pour certains observateurs, la signification politique des émeutes ne fait pas de doute. D. Lapeyronnie (2006) défend ainsi l'idée selon laquelle elles

¹ On peut remarquer que ce débat est particulièrement vif en France, y compris si l'on compare avec des pays marqués par la survenue régulière d'émeutes. Cela peut s'expliquer par la spécificité du contexte français, dans lequel les émeutes mettent rarement en jeu des conflits entre groupes sociaux ou ethniques et plus souvent des conflits entre l'Etat et certains jeunes.

² On peut citer notamment *Déviance et société* (2006), *French Politics, Culture and Society* (2006), Kokoreff, 2008, Lagrange, Oberti, dir. (2006), Mauger (2006), *Mouvements* (2006), Mucchielli, Le Goaziou, dir. (2006), Ocquet (2007), Roché (2006) ; pour une tentative de synthèse des premiers ouvrages parus sur ces émeutes, Sala Pala (2006).

peuvent être lues comme une forme de « révolte primitive³ » de la part de citoyens qui, pour diverses raisons, n'ont pas accès à des modes de participation politique plus conventionnels. Les émeutes constitueraient ainsi une forme de citoyenneté « aux bords du politique » (Rancière, 1998)⁴. Cette lecture est contestée par d'autres sociologues, tels que S. Roché (2006) selon lequel les émeutes sont guidées par un goût du « frisson » et de la violence plutôt que par la volonté de manifester un mécontentement ou des revendications politiques.

Comment expliquer que ce débat ne soit pas « réglé » alors que quantité de travaux ont été consacrés à la question ? L'une des raisons tient bien sûr aux difficultés inhérentes à la démarche qui consiste à reconstruire le sens des émeutes pour leurs protagonistes. En effet, la reconstruction de ce sens est loin d'aller de soi. Durant les émeutes, les acteurs restent largement silencieux et n'expriment pas de revendications précises⁵. Après les émeutes, il est très difficile de les faire parler afin de comprendre leurs motivations. Aux difficultés bien connues pour le sociologue d'accéder aux jeunes de milieu populaire et de les faire parler (Mauger, 1991) s'ajoute le fait que les émeutiers peuvent hésiter à prendre le risque de dévoiler publiquement leur participation à des actions illégales. Pour ces raisons, reconstituer les profils sociaux des participants aux émeutes et reconstruire le sens de leur action relève du défi pour le sociologue. De fait, les études produites sur les émeutes permettent très mal de répondre à ces questions. Les interprétations, politiques ou apolitiques, des émeutes s'appuient rarement sur les paroles des émeutiers eux-mêmes. Certes, des travaux ont dévoilé la « géographie » des émeutes et démontré que celles-ci se sont propagées non pas au hasard mais dans des quartiers aux caractéristiques spécifiques (Lagrange, 2006 ; Lagrange, 2008). Mais ces travaux, s'ils aident à construire des hypothèses sur le sens subjectif investi par les participants dans ces émeutes, n'administrent pas la preuve d'une signification politique de celles-ci. La reconstitution de l'intentionnalité des émeutiers est donc un processus très délicat. A cela s'ajoute enfin le risque d'attribuer une signification politique aux émeutes sur le fondement d'une définition du « politique » produite *a priori* par le sociologue, plutôt que de saisir la façon dont les acteurs sociaux – émeutiers, habitants, spectateurs – définissent eux-mêmes les « frontières du politique » (Arnaud, Guionnet, dir., 2005 ; Lagroye, dir., 2003) et de la citoyenneté. De ce point de vue, ce qui nous importe ici est de comprendre comment, et pourquoi, des acteurs sociaux politisent ou non certains objets ou événements et définissent de façons diverses leur identité de « citoyen ».

Dans l'étude exposée ici, nous souhaitons contribuer au débat sur la signification politique des émeutes tout en décalant le point de vue de plusieurs façons. Tout d'abord, nous avons cherché à comprendre les interprétations des jeunes habitants, en nous appuyant sur une enquête de terrain menée dans un quartier dans lequel des émeutes se sont déroulées récemment. Ensuite, nous avons déplacé le questionnement du sens investi dans les émeutes par les participants au sens que leur donnent les jeunes du quartier, qu'ils aient pris part aux émeutes ou non. Ainsi, parmi les jeunes interviewés, un seul affirme avoir pris part aux émeutes⁶. Ce point de vue évite de se focaliser sur le clivage entre les émeutiers et les autres jeunes du quartier, clivage quasiment impossible à identifier de l'extérieur et qui peut

³ L'auteur emprunte l'expression à E. Hobsbawm (1966).

⁴ Pour une lecture des émeutes qui s'appuie sur les travaux de Rancière, voir Dikeç (2007).

⁵ On peut noter au passage que cette difficulté de reconstruction du sens se pose tout aussi bien pour des formes pourtant plus conventionnelles d'expression politique, telles que le vote : l'électeur est lui aussi bien souvent « parlé » par divers commentateurs (hommes politiques, journalistes, instituts de sondage, etc.). Cf. Champagne (1990) ; Frinault, Guionnet (2008).

⁶ Il est difficile de savoir combien de jeunes y ont effectivement pris part car il est possible que certains d'entre eux préfèrent cacher leur participation. En outre, les degrés de participation aux émeutes peuvent être très variables, ainsi que les motifs.

dissimuler des clivages sociologiquement plus révélateurs au sein du quartier, qu'il s'agisse de frontières sociales, ethniques, ou de genre⁷. L'étude des interprétations et significations investies dans les émeutes par les jeunes du quartier, y compris ceux qui n'y ont pas participé, permet ainsi de rendre compte des formes de solidarité exprimées par certains jeunes non participants aux émeutes avec les émeutiers, sur le fondement d'une « communauté d'expérience » qui ne signifie pas nécessairement une uniformité des vécus (Kapko, 2006), et/ou sur le fondement de valeurs et de conceptions de la justice sociale. A l'opposé, elle peut aussi rendre compte des formes de mise à distance matérielle et symbolique des « autres ». Enfin, plutôt que de considérer l'émeute comme un événement extraordinaire et déconnecté du contexte social et politique plus large, nous l'avons réinsérée dans l'espace-temps des jeunes du quartier dans ses différentes dimensions (locales, nationales, etc.) et cherché à comprendre comment le sens subjectif attribué par chacun de ces jeunes aux émeutes s'articule à son expérience sociale globale, à son rapport au politique et à la citoyenneté, à son expérience du quartier et des rapports sociaux en son sein, à son expérience des institutions, à ses modes d'identification.

Méthode

Afin d'étudier l'hypothèse d'une diversité des interprétations des émeutes, nous avons mené une enquête reposant principalement sur des entretiens qualitatifs, semi-directifs avec les jeunes habitants d'un quartier dans lequel des émeutes se sont déroulées en juillet 2009, en vue d'accéder à leur interprétation des émeutes et plus largement à leurs formes de politisation et à leurs modes d'identification. Sur un total de vingt-neuf entretiens semi-directifs effectués, vingt ont été considérés comme exploitables et intégralement retranscrits. Nous nous sommes focalisée sur les jeunes de 18 à 25 ans. Ce choix est réducteur en ce qu'il écarte les plus jeunes, alors même que des études ont mis en évidence la forte participation des 15-18 ans à certaines émeutes urbaines (Lagrange, Oberti, dir., 2006). Toutefois, la focalisation sur les jeunes de plus de 18 ans a paru intéressante en vue d'analyser les relations entre les formes de participation politique conventionnelles et moins conventionnelles. L'étude étant qualitative, nous n'avons pas cherché à obtenir un « échantillon représentatif » de la population des jeunes de ce quartier. Nous avons en revanche veillé à diversifier les profils des interviewés de façon à pouvoir élaborer des hypothèses sur les trajectoires et expériences sociales rendant possibles ou favorisant différentes interprétations des émeutes. La limite principale de la recherche d'une diversification des profils tient à l'absence de jeunes véritablement « en galère », coupés du monde professionnel, parmi les enquêtés, alors même que le taux de chômage des jeunes est élevé dans le quartier et que ces jeunes ont probablement été concernés au premier plan par les émeutes. On peut penser que les nombreux refus d'entretien essayés par les enquêteurs ont été particulièrement le fait de jeunes « en galère »⁸.

Le quartier retenu pour l'enquête compte 3 500 habitants. Il est situé dans une commune de taille moyenne (18 000 habitants) au sein d'une agglomération de 400 000 habitants du sud-est de la France, de tradition industrielle et confrontée à la crise depuis les années 1970. Il comporte une forte proportion de logements sociaux. Il peut être qualifié de populaire si l'on

⁷ Par exemple, la focalisation sur les garçons (les participants aux émeutes étant quasi exclusivement des garçons) aurait présenté l'inconvénient d'écarter la question des filles et de leur rapport aux émeutes (sur ce point, voir Guénif, 2006 ; Mazouz, 2007).

⁸ Les entretiens ont été menés par des étudiants dans le cadre d'un cours de méthodes d'enquête et les enquêtés ont été contactés soit par la mobilisation des réseaux d'interconnaissance (ce qui explique la surreprésentation des étudiants dans l'échantillon), soit par prise de contact directe au sein du quartier.

en juge à la combinaison de plusieurs indicateurs sociaux révélant une fragilité sociale de la population (revenus moyens, taux de chômage, taux de bénéficiaires des prestations sociales, distribution en catégories socio-professionnelles, etc.). En juillet 2009, des émeutes y ont éclaté après le décès d'un jeune habitant du quartier, Mohamed, qui avait été placé en garde à vue. Selon la version officielle délivrée par la police, le jeune homme est mort des suites d'une tentative de suicide. Cette version est contestée par la famille et par des jeunes du quartier qui soulèvent l'hypothèse d'une bavure policière, hypothèse alimentée par l'absence d'enregistrement de la garde à vue. Durant trois nuits, des confrontations violentes ont opposé des jeunes aux forces de l'ordre. Les émeutes n'ont pas produit de dommage humain mais les dommages matériels ont été lourds avec trente véhicules brûlés et plusieurs bâtiments publics dégradés (crèche municipale, centre social municipal, etc.) ainsi que des commerces de proximité.

Des interprétations contrastées des émeutes : violence irrationnelle des « délinquants » versus révolte politique des « citoyens »

L'analyse des entretiens fait émerger un contraste très net entre deux types d'interprétations des émeutes par les jeunes du quartier. Alors que pour certains d'entre eux les émeutes relèvent d'une violence irrationnelle, les autres y voient une révolte politique de la part de certains « jeunes citoyens » du quartier.

Entre violence irrationnelle et délinquance : des émeutes sans sens politique

Pour neuf des interviewés, les émeutes n'ont pas de signification politique : il s'agit d'Erick⁹, de Julie, Alexis, Romain, Inès, Aurélie, Laura, Anne-Cécile et Laetitia. Pour ces jeunes, les émeutes relèvent d'une forme de délinquance, de jeu, de violence gratuite, de « plaisir de casser » ou de « foutre la merde » alimenté par la présence des médias, et leur paraissent souvent incompréhensibles. Ils les condamnent et plusieurs d'entre eux utilisent des termes tels que « stupide », « ridicule », « nul » pour les (dis)qualifier. Lorsqu'ils expriment leur ressenti, ils parlent de dégoût, d'écoeurement, d'agacement ou d'énervement, parfois de peur et même de guerre. Beaucoup d'entre eux disqualifient aussi les émeutiers en tant que citoyens et considèrent qu'ils ont témoigné d'un « manque » ou d'un « trouble » de citoyenneté. Ils mettent une grande distance symbolique entre les émeutiers et « eux », « les habitants ».

Ces jeunes parlent moins des causes de ces émeutes (qu'il s'agisse de la cause immédiate, la mort de Mohamed, ou des causes plus structurelles) que de leurs effets. Lorsqu'ils évoquent les causes, ils discutent rarement la version officielle sur la mort de Mohamed ; pour certains d'entre eux, cette version va de soi. Plusieurs d'entre eux présentent Mohamed comme un délinquant, quelqu'un qui n'était « pas tout blanc ». Cette présentation de Mohamed comme un jeune « à problème », un « délinquant », participe de la disqualification des émeutes et des émeutiers. Ces jeunes évoquent pour la plupart longuement les effets des émeutes, en insistant principalement sur les dégâts matériels produits, évoqués à travers un vocabulaire très fort : il est question de bâtiments « détruits », « fracassés », « saccagés ». Ils soulignent le caractère « injuste » de ces destructions qui privent les habitants « méritants » de leur voiture ou de leur centre commercial. Ils en soulignent aussi le caractère irrationnel à leurs yeux dans la mesure où une partie des destructions nuit aussi aux jeunes émeutiers ou à leurs familles. La destruction des biens de « travailleurs modestes » (habitants ou commerçants) et la destruction

⁹

Les prénoms ont été modifiés afin de préserver l'anonymat des interviewés.

des Restos du cœur et de l'association départementale d'aide aux personnes handicapées sont très souvent mentionnées et présentées comme particulièrement « injustes », irrationnelles et condamnables.

Les émeutes comme expression politique d'une révolte

A l'opposé, onze des vingt jeunes interviewés interprètent les émeutes au moins en partie¹⁰ comme une forme d'expression politique d'une révolte : Sébastien (qui y a participé), Karim, Hicham, Julien, Nicolas, Akim, Robin, Claire, Pierre, Sophie et Safia. Cela ne les empêche pas, pour certains d'entre eux, de considérer cette forme d'expression politique comme problématique et inappropriée. Contrairement aux jeunes du premier groupe, tous ces jeunes reviennent sur la mort de Mohamed, que plusieurs d'entre eux connaissaient. Ils discutent la version du suicide et la plupart d'entre eux la réfute. Ils pensent qu'il y a eu bavure policière. Ils soulignent les très fortes tensions entre jeunes et police au sein du quartier et évoquent des abus policiers fréquents. Selon eux, la mort de Mohamed est peut-être ou sûrement la conséquence des comportements et du racisme policiers. Au-delà d'une révolte contre la mort de Mohamed et contre les abus policiers, les émeutes sont vues plus largement comme une révolte légitime contre les injustices, les discriminations, le racisme, les difficultés sociales, le sentiment de relégation dans les « quartiers ».

Ces jeunes envisagent les effets des émeutes de façon très différente de ceux qui considèrent les émeutes comme apolitiques. S'ils évoquent les dégradations matérielles et les déplorent, ils le font avec des mots plus neutres et en font porter la responsabilité aux policiers. Certains d'entre eux soulignent aussi la perte humaine que représente la mort de Mohamed et insistent sur le fait que les dégradations provoquées par les émeutes ne sont, elles, « que » matérielles. Surtout, ces jeunes s'interrogent sur les effets politiques des émeutes, dans la mesure où celles-ci étaient à leurs yeux porteuses de revendications et d'attentes de changement et de réponses politiques. De ce point de vue, ils considèrent que les émeutes n'ont pas abouti aux changements qu'ils espéraient, qu'elles n'ont pas été écoutées par les institutions. Ils sont convaincus qu'ils n'obtiendront ni la vérité sur la mort de Mohamed ni un changement dans l'attitude de la police et certains d'entre eux trouvent que la pression policière s'est même encore renforcée depuis les émeutes. Si des changements politiques ont été proposés, ils disent que ces changements ne répondent pas aux attentes exprimées par les jeunes.

Comment comprendre ces divergences d'interprétation des émeutes ? Elles renvoient très nettement à des rapports au politique, à des expériences de soi comme citoyen, à des expériences de l'Etat et des institutions contrastés.

Des expériences contrastées de ce qu'est être un(e) citoyen(ne) : citoyens « par le haut » versus citoyens « par le bas »

Ces deux lectures opposées des émeutes s'articulent plus largement à des expériences contrastées de la politique et de la citoyenneté, de l'Etat et de ses institutions. Pour certains jeunes, la citoyenneté se construit « par le haut », « par » et « dans » l'Etat, ses institutions et son système politique ; la citoyenneté qu'ils vivent est une citoyenneté institutionnalisée par l'Etat, à travers des droits et des devoirs, des lois et règles qu'il faut respecter. Pour d'autres jeunes, à l'opposé, la citoyenneté se construit au moins en partie « par le bas », « hors » de l'Etat voire « contre » l'Etat. Elle est vécue, non pas (ou pas seulement) à travers ce que l'Etat

¹⁰ Certains d'entre eux évoquent aussi la présence de jeunes non habitants du quartier lors des émeutes, présence dont ils mettent en doute le sens politique.

et les institutions définissent comme telle, mais aussi voire surtout comme un ensemble d'attitudes ou d'actions autonomes, construites en-dehors du système politique officiel, de l'Etat et de ses institutions, voire en opposition à eux, dans des formes de résistance ou de critique de l'Etat. A une citoyenneté « par le haut », « conformiste », « conventionnelle », construite par l'Etat et ses institutions, s'oppose une citoyenneté « par le bas », distanciée, non conventionnelle, construite par les individus, par les relations qu'ils produisent entre eux, et/ou par la « communauté ».

Citoyens « par le haut »

Parmi les jeunes enquêtés, dix sur vingt se retrouvent dans cette expérience de la citoyenneté « par l'Etat ». On retrouve ici les neuf jeunes qui considèrent les émeutes comme apolitiques, auxquels s'ajoute Sophie¹¹. Il y a donc un lien manifeste entre cette expérience de la citoyenneté « par le haut » et le fait de ne pas attribuer de sens politique aux émeutes.

Plusieurs éléments caractérisent cette expérience de la citoyenneté « par le haut ». Tout d'abord, ces jeunes ne remettent pas la notion de citoyenneté en question. Tous ne se sentent pas profondément citoyens, mais même ceux qui paraissent les moins politisés et qui reconnaissent douter de leur propre engagement citoyen ne remettent pas pour autant l'idée de citoyenneté en question et ne critiquent pas la citoyenneté telle qu'elle est définie par les institutions et par l'Etat. Ensuite, ils associent très fortement l'expérience de citoyen au respect des droits et devoirs (à commencer par le vote), à la loi et aux règles, à l'Etat ou à la République. La notion de respect apparaît au cœur de leur expérience citoyenne : respect de la loi, respect des autres, respect des choses ou de l'environnement. Ces citoyens « par le haut » se projettent dans un espace national de citoyenneté, qui apparaît de façon variable dans les dix entretiens. Enfin, ils considèrent le vote comme un élément important voire premier de l'expérience de la citoyenneté. La plupart d'entre eux perçoit le vote comme un devoir qu'il faut respecter (même s'ils ne votent pas tous ou pas systématiquement), et un certain nombre d'entre eux d'ailleurs affirme voter par devoir plutôt que par conviction. Ils attachent moins d'importance à des formes non conventionnelles de participation (telles que les manifestations, grèves, mouvements sociaux) et certains d'entre eux les critiquent même ouvertement.

Citoyens « par le bas »

De l'autre côté, dix jeunes enquêtés se retrouvent, à des degrés variables toutefois, dans une citoyenneté « par le bas » : il s'agit donc de ceux qui attribuent un sens politique aux émeutes, à l'exception de Sophie. Pour ces jeunes, la citoyenneté n'est pas une évidence, elle ne va pas de soi. Ils mettent à distance l'identité de « citoyen ». Cette mise à distance passe par une critique de la notion de citoyenneté, du système politique, des représentants, des institutions, de l'Etat, et dans certains cas particulièrement de la police. Ces « citoyens contre l'Etat » sont donc critiques vis-à-vis de la citoyenneté telle qu'elle est institutionnalisée. Certains d'entre eux votent, d'autres non, mais la plupart ont un rapport distancié au vote, qui découle de leur critique du système politique et des représentants. La conception du vote comme « devoir » est peu présente chez ces jeunes qui y voient, soit un leurre, soit un moyen de s'exprimer ou de voter pour des candidats qu'ils jugent à même de les représenter. Surtout, ils reconnaissent dans l'ensemble l'importance et la légitimité des formes moins institutionnalisées (et même

¹¹ La situation de Sophie est particulière : elle est depuis récemment étudiante en Master d'urbanisme à Paris. La formation qu'elle reçoit et son éloignement relatif du quartier peuvent avoir favorisé une lecture plus politique des émeutes par rapport aux autres « citoyens par l'Etat ».

éventuellement violentes) de participation politique et les mobilisent. Ils tendent à attribuer plus d'importance à ces formes de participation qu'au vote.

Chez ces jeunes, la critique du système politique et de la citoyenneté institutionnalisée ne va pas nécessairement de pair avec un « abandon » de la citoyenneté. Elle conduit plutôt à revendiquer une citoyenneté « alternative », hors du système et hors de la politique existants, une citoyenneté qui passe par des actes et des gestes quotidiens sans contenu manifestement politique, par les relations humaines « par le bas ». Ces jeunes envisagent une citoyenneté sans frontières nationales ou autres, un engagement du quotidien, fondé sur la solidarité et la communauté.

« Eux » et « nous » : logiques de l'exclusion et construction des frontières sociales et spatiales

Les entretiens révèlent comment les interprétations des émeutes varient en fonction de la façon dont l'individu construit son identité et se perçoit à la fois comme citoyen, comme membre de la société et comme habitant du quartier (Neveu, 1997). La façon dont les jeunes interviewés construisent les frontières sociales et spatiales, identifient des « eux » et des « nous », éclaire leur rapport aux émeutes et la manière dont ils les investissent ou non d'une rationalité et d'un sens politique. Ces jeux d'identification sont à la fois au principe de leur lecture des émeutes et renforcés par ces émeutes, qui semblent avoir favorisé un durcissement des frontières entre des « nous » et des « eux ».

Les « habitants » contre les « émeutiers » : une mise à distance symbolique

Dans les entretiens avec les jeunes qui déniaient tout sens politique aux émeutes (cf. tableau 1), les propos tenus par les jeunes renvoient à la construction symbolique de deux frontières qui se recoupent : les frontières entre un « nous » qui représentent « les habitants » du quartier opposé à un « eux » qui représentent les émeutiers ou les jeunes « à problèmes »¹² se superposent à celles tracées entre « citoyens » et « non citoyens », ou entre « bons » et « mauvais » citoyens.

A partir d'un « nous » qui désigne « les habitants », « tous les habitants », ou « tout le monde », ces jeunes mettent à distance un « eux » minorisé désignant les émeutiers et plus largement certains jeunes du quartier, qui se voient ainsi parfois dénier leur identité même d'habitants : « Je pense que déjà tous les habitants ont trouvé ça un petit peu ridicule... après, avec le nombre de dégâts qu'il y a eus, je ne vois pas ce qu'on peut dire d'autre, c'est représentatif, faire autant de dégât pour une personne... » (Alexis). Beaucoup de ces jeunes ont côtoyé les jeunes identifiés aux émeutiers ou aux « jeunes à problèmes » durant leur enfance ou leur adolescence, à l'école notamment. Ils évoquent un éloignement progressif entre le parcours de ces autres jeunes et le leur, parfois avec un sentiment de tristesse, de peine. D'autres sont plus radicaux et manifestent leur désir de ne pas ou de ne plus côtoyer ces jeunes, de couper tout lien avec eux voire avec le quartier. Aurélie évoque les gens de son quartier en disant qu'« ils ne font rien de leur vie », « ils ne savent rien et ils n'ont rien dans la tête ». Elle connaissait certains des jeunes qui ont participé aux émeutes, « une bonne dizaine » : « Je les connaissais, enfin, je ne leur parle plus ». Laetitia dit sous forme de boutade : « La moitié des gens qui étaient dans ma classe au collège sont en prison ». Elle exprime de la distance par rapport aux jeunes qui ont participé aux émeutes : « Je ne me

¹² Sur la construction de ces frontières sociales, on peut se reporter à Beaud et Pialoux (2005) et pour une analyse plus globale à Elias et Scotson (1997).

sentais pas proche des gens qui ont tout cassé, non. Ben non ! Non, enfin on subissait plus qu'autre chose quoi.... ». Julie exprime elle aussi les divergences de vie avec les jeunes qu'elle a côtoyés enfant et la peine qu'elle ressent : « J'ai toujours été dans ce quartier. C'est pour ça, ça me fait de la peine, ça fait de la peine de le voir partir comme ça. Parce qu'il y a toujours eu des problèmes de ce genre mais là c'est parti d'un point, c'est énorme. Ça fait de la peine puis il n'y a pas que moi je veux dire. Voilà, les petits jeunes de notre âge, on se connaissait... ça fait de la peine de le voir partir comme ça, le quartier ». Tout en condamnant elle aussi des actes qui relèvent à ses yeux de la délinquance, Inès exprime moins de distance par rapport à ces jeunes. Elle évoque le manque de communication entre les jeunes et la police et déplore la stigmatisation de certains jeunes, qui les encourage à se révolter. Elle est d'ailleurs la seule des « citoyennes par le haut » à utiliser le terme de « révolte » au cours de l'entretien. On peut penser que, seule enfant de parents immigrés parmi eux, elle perçoit davantage cette stigmatisation.

La construction de la frontière entre « eux » et nous » correspond aussi, dans plusieurs entretiens, à une frontière entre « mauvais citoyens » et « bons citoyens », voire entre « citoyens » et « non citoyens » ou entre « citoyens » et « délinquants ». Pour Romain, les émeutes témoignent « plus de troubles du citoyen qu'autre chose dans le sens où brûler des voitures, saccager des biens d'autrui ou d'associations n'a jamais rien apporté je pense si ce n'est justement de la haine ». Depuis les émeutes, Julie s'est éloignée du quartier et de ses habitants et l'exprime avec des mots d'une grande violence : « Ça ne m'intéresse plus du tout ce quartier. Les gens qui habitent, le ... [soupon] Quand on croise des personnes, voilà quoi, j'ai plus envie maintenant. Ça ne m'intéresse pas. Les gens ne m'intéressent plus du tout. Ça ne m'intéresse pas. Je n'ai pas envie de m'investir pour des gens qui ne le méritent pas. Qui n'ont aucun respect pour ce qui... Voilà, ça ce sont des gens qui ne sont pas citoyens du tout. Moi, non, j'enlèverais plein de choses. Ils ont brûlé le resto du cœur, ben moi je ne le remettrais pas là le resto du cœur. Je l'enlèverais du quartier. Vous imaginez, brûler un resto du cœur alors que ce sont des personnes qui sûrement doivent y aller, moi je l'enlèverais. Ils ont fracassé une crèche, je ne la remettrais plus la crèche ».

Tableau 1 : Interviewés faisant une interprétation apolitique des émeutes

Prénom	Sexe	Age	Diplôme/ Occupation	Logement ¹³	Profession des parents	Parents immigrés
Erick	M	24	Infirmier	Maison individuelle	P : médecin M : au foyer	Non
Julie	F	22	Assistante de direction (BTS obtenu en 2009)	Copropriété privée	P : pompier M : au chômage	Non
Alexis	M	19	Lycéen, terminale ES	Appartement (statut non connu)	P : responsable sécurité M : chargée de communication	Non
Romain	M	22	Etudiant en Master	Maison individuelle	M : fonctionnaire	Non
Inès	F	22	Etudiante en licence	Type/statut non connu	Non connue	Oui (Maghreb)
Aurélie	F	18	Etudiante (esthéticienne)	Maison individuelle	Non connue	Non
Laura	F	22	En formation (travail social)	Maison individuelle	P : pompier	Non
Anne- Cécile	F	23	Elève infirmière	Maison individuelle	P : géomètre M : cadre dans la santé	Non
Laetitia	F	21	En BTS (Commerce)	Appartement, logement social	P : ouvrier	Non

¹³ Sauf indication contraire, il s'agit du domicile parental.

Les « jeunes des quartiers » face à la police, à l'Etat et aux « autres habitants » : identités stigmatisées, communautés d'expérience, solidarités

Du côté des jeunes qui voient une signification politique dans les émeutes (cf. tableau 2), les modes d'identification et de construction des frontières dans le quartier et dans la société en général sont très différents de ceux construits par les jeunes qui n'y voient qu'une violence irrationnelle. Quatre « cercles » se dessinent.

Le premier correspond à Sébastien, qui dit avoir participé aux émeutes. Lors de l'entretien, il évoque très souvent l'identité de « jeune des quartiers » qui lui est imposée par la société et l'expérience de la stigmatisation. A de nombreuses reprises, il cherche à retourner le stigmate (Goffman, 1977) et à contester cette identité dévalorisée : « Tu prends les vieilles par exemple : je suis dégoûté parce qu'elles croient que parce qu'on est des jeunes, ça y est, on est des racailles. [...] Ils disent tout le temps les quartiers les quartiers les quartiers ! ». Il insiste sur le fait que les « jeunes des quartiers » sont respectueux, polis et bons citoyens : « Tout le monde peut être citoyen. Les flics ils peuvent être citoyens comme nous on peut être citoyen. S'ils nous respectent, on les respecte. Moi j'ai toujours respecté les keufs ».

Le deuxième cercle regroupe Akim, Karim, Hicham et Robin, quatre garçons dont trois ont des parents ou grands-parents immigrés du Maghreb. Ces garçons disent ne pas avoir participé aux émeutes mais y décèlent une signification politique et, comme Sébastien, s'identifient aux « jeunes des quartiers », affichant à ce titre leur compréhension et leur solidarité vis-à-vis des émeutiers, qui relèvent d'une même « communauté d'expérience » qu'eux. Cette communauté d'expérience partage l'expérience plurielle de la relégation, des difficultés sociales, pour certains d'entre eux du racisme et des discriminations ethniques, et d'un sentiment de déni de leur qualité de « citoyen égal aux autres ». L'expérience de rapports difficiles avec la police est ici décisive. De nombreux interviewés témoignent avoir subi eux-mêmes ou été témoins de comportements discriminatoires ou d'un racisme policier. C'est cette expérience qui les conduit à mettre en doute la version officielle sur la mort de Mohammed et à trouver un sens politique aux émeutes. L'identité à la fois de citoyen et de « jeune des quartiers » prend sens dans le face-à-face avec l'institution policière. Le sentiment d'être nié par la police dans son identité de citoyen apparaît avec force dans les propos d'Hicham : « [enquêteur] Est-ce qu'il y a des moments ou des endroits dans lesquels tu te sens vraiment un citoyen ? – Oui, dans un bureau de vote ! – Dans un bureau de vote. Il y a des endroits où tu ne te sens vraiment pas citoyen ? – Ben devant un poste de police ». Le rapport à la police paraît déterminant y compris dans les propos de Robin, le seul de ces quatre jeunes à ne pas avoir de parents ou grands-parents immigrés : « Nous, on n'a le droit de rien dire, on est les méchants, on est les jeunes. Voilà, et eux c'est les flics et puis voilà » (Robin). Il souligne toutefois que son statut de fonctionnaire (il est aide-soignant) « [l'] a sauvé plusieurs fois » lors d'arrestations par la police : « Je leur ai dit que j'étais aide-soignant, fonctionnaire comme eux, et là de suite j'ai senti un changement un petit peu de ton déjà ». Il témoigne ainsi de l'expérience, même s'il l'a vécue « du bon côté », des inégalités du traitement policier. Ces inégalités policières symbolisent pour ces jeunes les injustices produites plus globalement par l'Etat et les institutions et le déni de citoyenneté dont ils sont l'objet : « Le représentant de l'Etat sur le terrain c'est les flics ; [...] pour nous, les représentants de l'Etat, ceux qu'on peut voir, qu'on peut approcher, à la rigueur, ou qui peuvent nous approcher, c'est les flics, c'est les seuls représentants pour moi. [...] C'est pour ça que la roche arrive souvent sur le métal, voilà, tu vois ce que je veux dire. – La roche arrive souvent sur le métal ? – Bah on jette des caillasses, tout simplement, c'est un geste politique parce que nous, les seuls représentants de

l'Etat qu'on peut atteindre, c'est eux, c'est cette institution-là, les forces de l'ordre. [...] C'est un geste politique, bien plus que le droit de vote » (Akim). L'identité de « jeune des quartiers » est fortement associée à l'expérience d'enfant d'immigrés et à l'expérience de la racisation : « Tu vois à peu près par mon teint que je viens d'un milieu... enfin voilà quoi, que je viens un peu des quartiers » (Akim).

Sur le troisième cercle, on trouve Safia. En tant que fille de parents immigrés (d'Algérie), elle exprime une forte solidarité avec les garçons du quartier, solidarité qu'elle fonde avant tout sur la solidarité avec les « frères », et la position de témoin de l'expérience des frères. Comme les garçons, elle lie son expérience de la citoyenneté à celle de la racisation : « On me l'a toujours fait ressentir, depuis toute petite. [...] Je me suis fait insulter de 'sale Arabe', et pourtant je suis française, c'est pour ça que je t'ai dit que je ne crois pas en la citoyenneté française, déjà jeune on me mettait dans une certaine catégorie, on disait de moi que je n'étais pas française, et en plus je vivais et je vis toujours dans un quartier que l'on appelle à risque ». Contrairement aux garçons, elle ne fait pas elle-même l'expérience des tensions avec la police. Elle est en revanche témoin directe de l'expérience de ses frères et pour elle, les tensions entre les garçons du quartier et la police sont clairement la source des émeutes. Selon ses termes, la mort de Mohamed a été « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase » : « Les jeunes déjà étaient à fleur de peau et le sont toujours, ne serait-ce que par les contrôles d'identité faits par la police, mon grand frère en une seule journée s'est fait contrôler six fois et de façon extrêmement incorrecte et impolie, et je le confirme car j'étais présente lors d'un de ces multiples contrôles d'identité ». C'est selon elle pour cette raison que lors du décès du jeune, « tous les jeunes sont devenus fous, tous se sont dit que ça aurait pu être eux à la place de Mohamed. [...] Moi je suis contre les émeutes, encore faut-il savoir pourquoi il y a eu des émeutes, je ne défends pas ce qu'ils ont fait mais je peux dire que je les comprends, car il faut vraiment le vivre tous les jours, cette oppression constante que subissent ces jeunes ». Ses propos révèlent le contraste entre l'expérience de fille et celle de garçon au sein du quartier¹⁴, contraste qu'elle souligne elle-même : « Moi j'ai de la chance, je suis une fille, donc c'est vrai que je ne me suis jamais fait contrôler, mais j'en vois assez souvent pour parler en connaissance de cause ».

Enfin, le quatrième cercle correspond à Nicolas, Julien, Pierre, Claire et Sophie. Ces jeunes filles et garçons, tous de parents et grands-parents français (ou issus d'une immigration autre que le Maghreb), ne s'identifient pas aux jeunes du quartier qui rencontrent les plus fortes difficultés sociales ou qui sont stigmatisés. En revanche, ils expriment une forme de compréhension des émeutiers et plus largement de solidarité avec les jeunes les plus en difficulté, compréhension et solidarité qui reposent sur la perception des inégalités et injustices vécues par ces jeunes, les liens d'amitié, la revendication d'une appartenance commune à une communauté humaine et la mise en avant de valeurs politiques de justice sociale et d'égalité. A l'exception de Julien qui ne souhaite pas répondre à la question sur ses opinions politiques, tous se revendiquent de gauche ou d'extrême-gauche (nettement pour Nicolas, Pierre et Claire, et plus faiblement pour Sophie).

Tableau 2 : Interviewés faisant une interprétation politique des émeutes

Prénom	Sexe	Age	Diplôme/ Occupation	Logement ¹⁵	Profession des parents	Parents immigrés
Sébastien	M	19	Emploi dans la	Maison individuelle	P :	Non

¹⁴ Sur ce point, on pourra lire les analyses de D. Lapeyronnie sur « La race des hommes, le sexe des femmes » (Lapeyronnie, 2008, p. 507-593).

¹⁵ Sauf indication contraire, il s'agit du domicile parental.

			manutention		manutentionnaire	
Akim	M	24	Livreur	Appartement (logement social, immeuble de Mohamed)	P : ouvrier M : au foyer	Oui (Algérie)
Karim	M	25	A obtenu un Master 2 Gestion ; conseiller-vendeur	Appartement (logement social, immeuble de Mohamed)	P : ouvrier en pré-retraite M : au foyer	Oui (Maroc)
Hicham	M	19	Lycéen (Bac pro compta)	Appartement (logement social)	P : au chômage M : au foyer	Grands-parents immigrés (Algérie)
Robin	M	22	Aide-soignant	En appartement avec sa compagne	P : agent de maintenance M : assistante maternelle	Non
Safia	F	25	Aide-soignante	Appartement (logement social)	P : ouvrier (bâtiment) M : ménages	Oui (Algérie)
Julien	M	20	Lycéen (terminale ES)	Appartement (logement social)	P : gardien M : comptable	Non
Nicolas	M	22	A obtenu un DUT Carrières sociales ; entame une carrière d'artiste dans l'animation	Maison individuelle	P : enseignant M : enseignante	Non
Claire	F	20	Etudiante en Licence	Appartement (immeuble de Mohamed)	P : chef de chantier M : infirmière	Non
Sophie	F	22	Etudiante en Master	A Paris depuis 6 mois ; revient régulièrement au dom. parental (maison individuelle)	Non connue	Non
Pierre	M	25	A fait des études d'anglais puis une formation de journalisme ; pigiste	Appartement (copropriété, immeuble de Mohamed)	P : employé dans un centre de tri	Non

Diversité des expériences sociales et distribution sociale des interprétations des émeutes

Même fondée sur un nombre limité d'entretiens approfondis, l'enquête de terrain permet de voir comment les interprétations contrastées des émeutes se fondent sur des expériences sociales différentes des jeunes rencontrés. La comparaison des caractéristiques des jeunes interviewés (cf. tableau 1 et 2) met en évidence, non pas des déterminismes, mais des liens entre interprétations des émeutes et vécus sociaux qui varient en fonction de lignes sociales, ethniques et de genre.

La comparaison des deux tableaux montre que les jeunes dont les parents appartiennent par leur profession aux classes moyennes ou supérieures sont plus enclins à ne pas voir les émeutes comme un événement politique. Ceux qui sont issus des familles les plus modestes (parents au chômage, ouvriers) tendent davantage à les interpréter comme un geste politique. On observe aussi que les jeunes de parents (ou, pour l'un d'entre eux, grands-parents) immigrés originaires du Maghreb sont plus enclins à voir les émeutes comme un événement politique. Parmi les cinq jeunes concernés, quatre y voient une signification politique, tandis que parmi les quinze jeunes de parents français, sept y voient une signification politique et huit une violence irrationnelle. La seule parmi les jeunes de parents immigrés à ne pas trouver de signification politique aux émeutes est Inès. Les deux filles de parents immigrés ont donc des regards contrastés : alors que Safia exprime sa solidarité à l'égard des frères et fonde sa

compréhension des émeutes comme geste politique sur sa position de témoin du vécu des frères (tout en étant « contre » les émeutes), Inès se met plus en position d'extériorité par rapport aux événements ; cependant, son discours est par moments ambivalent et exprime une forme de compréhension des jeunes émeutiers. Les divergences entre les deux filles peuvent aussi être lues comme un reflet de leur divergence de situation sociale : alors qu'Inès est étudiante, identité qu'elle met fortement en avant dans l'entretien tandis qu'elle y évoque très peu son identité de fille d'immigrés, Safia est aide-soignante et relate longuement son expérience d'être « écartée », depuis l'enfance et aujourd'hui encore dans son travail, à la fois comme « arabe » et comme habitante d'un « quartier » et d'un « HLM ». Leur rapport au politique est également différent, Inès étant peu politisée tandis que Safia l'est davantage et revendique plus nettement des valeurs de gauche tout en exprimant sa distance vis-à-vis de la politique institutionnalisée et des partis politiques.

Si les entretiens avec les jeunes de parents immigrés font apparaître des expériences sociales et des rapports contrastés aux émeutes entre filles et garçons de parents immigrés, les lignes de genre traversent plus globalement l'ensemble des entretiens. La plupart des jeunes qui ne reconnaissent pas de sens politique aux émeutes sont des filles (six sur neuf) tandis que la plupart des jeunes qui y voient un sens politique sont des garçons (huit sur onze). Ainsi, sur les neuf filles rencontrées, trois y voient un sens politique et six n'en voient pas ; et sur les onze garçons rencontrés, huit y voient un sens politique et trois n'en voient pas. Cela peut s'expliquer par le fait que les garçons issus de l'immigration font une expérience plus douloureuse des rapports aux institutions et notamment à la police. On peut aussi mettre ce constat en lien avec le rapport globalement plus « conformiste » des filles à la citoyenneté, rapport basé sur le respect de la citoyenneté telle qu'elle est définie par l'Etat, ce qui peut être interprété comme un effet d'une socialisation des filles les incitant davantage à la « docilité » vis-à-vis des institutions (Bourdieu, 1998).

Enfin, le degré de politisation et le positionnement politique (eux-mêmes liés aux expériences sociales) ne sont pas neutres. Les jeunes qui se situent à gauche ou à l'extrême-gauche sont nombreux parmi ceux qui voient un sens politique aux émeutes, alors que les jeunes les moins politisés ou les plus fortement politisés à droite y voient une violence gratuite et irrationnelle, un acte de délinquance. Parmi les jeunes qui ne voient pas de signification politique aux émeutes, on trouve des jeunes clairement situés à droite, d'autres à gauche ; on trouve des jeunes fortement politisés et des jeunes très peu politisés. Toutefois, c'est dans cette catégorie que l'on trouve les jeunes les plus clairement politisés à droite. Globalement, les jeunes qui voient un sens politique dans les émeutes paraissent plus politisés et surtout on y retrouve les enquêtés les plus politisés à gauche ou à l'extrême-gauche. Sur onze jeunes, neuf affirment se situer à gauche ou à l'extrême-gauche. Parmi les deux autres, l'un (Julien) ne souhaite pas répondre sur ses opinions politiques et l'autre (Sébastien) semble plutôt se situer à droite même s'il entretient un discours « ni droite ni gauche ».

Au bout du compte, l'enquête réalisée montre à quel point, bien au-delà de ceux que l'on désigne comme les « émeutiers », c'est toute une partie de la jeunesse des quartiers populaires qui exprime sa méfiance et ses désillusions à l'égard d'un système social et politique perçu comme inégalitaire et injuste. Si elle révèle les divergences d'interprétation des émeutes, l'enquête éclaire encore davantage la profondeur du fossé entre une partie non marginale des jeunes du quartier et ceux, politiques ou professionnels, qui représentent l'Etat et les institutions en général, y compris les professionnels de la politique et les partis classiques (Bacqué, Sintomer, 2001). Au-delà du divorce entre la gauche et les cités (Masclat, 2003),

c'est un divorce plus global entre un segment important de la jeunesse des quartiers populaires et les institutions (qu'elles soient étatiques ou municipales) que les entretiens révèlent. Mais si elle confirme et permet de comprendre l'ampleur de la méfiance vis-à-vis des institutions et des représentants politiques et l'ampleur de la démobilisation électorale (Braconnier, Dormagen, 2007), l'enquête montre aussi que cette démobilisation électorale n'est pas synonyme d'une démobilisation citoyenne ni d'une dépolitisation massive des jeunes des quartiers populaires. Les entretiens témoignent plutôt d'une attente et d'une revendication d'une autre politique et d'une autre citoyenneté de la part des jeunes les plus critiques et les plus éloignés des institutions et de la participation politique conventionnelle. Ainsi, la forte politisation des jeunes qui lisent les émeutes comme un geste politique et la « soif » de politique et de citoyenneté qu'ils expriment contredisent la thèse d'une dépolitisation ou d'un déficit civique des jeunes des quartiers populaires, sauf à rabattre la politique et la citoyenneté sur ce que les institutions construisent aujourd'hui comme tel.

Références bibliographiques

Arnaud, Lionel, Guionnet, Christine (dir.), *Les frontières du politique*, Rennes, PUR, 2005.

Bacqué, Marie-Hélène, Sintomer, Yves, « Affiliations et désaffiliations en banlieue : réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d'Aubervilliers », *Revue française de sociologie*, 2001, 42(2), p. 217-249.

Beaud, Stéphane, Pialoux, M., « La 'racaille' et les 'vrais jeunes'. Critique d'une vision binaire du monde des cités », *Liens socio*, novembre 2005, [en ligne] http://www.liens-socio.org/article.php?id_article=977

Bourdieu, Pierre, *La domination masculine*, Paris, Seuil, 1998.

Braconnier, Céline, Dormagen, Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Folio Actuel, 2007.

Champagne, Patrick, *Faire l'opinion, le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit, 1990.

Déviance et société, « Les émeutes urbaines : comparaisons internationales », Vol. 30, n° 4, 2006, p. 429-533.

Dikeç M., *Badlands of the Republic. Space, politics and urban policy*, Oxford, Blackwell Publishing, 2007.

Elias, Norbert, Scotson, John L., *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, 1997 (éd. originale 1965).

French Politics, Culture and Society, Special issue: "Lost Banlieues of the Republic?", Vol. 24, n° 3, hiver 2006.

Frinault, Thomas, Guionnet, Christine, « Vieilles lunes, nouveaux champs : la thèse d'un non 'tripal' au projet de Constitution européenne. Les médias français et l'Europe », in Neumayer L., Roger A., Zalewski F., *L'Europe contestée. Espaces et enjeux des positionnements contre l'intégration européenne*, Paris, Michel Houdiard, 2008, p.114-135.

Goffman, Erving, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1977 (1^e éd. 1963).

Guénif, Nacira, « Le balcon fleuri des banlieues embrasées », *Mouvements*, n° 44, 2006, p. 31-35.

Hobsbawm, Eric J., *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Paris, Fayard, 1966 (éd. originale 1959).

Kapko, Nathalie, « Communauté d'expérience et diversité des trajectoires », in Lagrange, Hugues, Oberti, Marco (dir.), *Emeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 81-104.

Kokoreff, Michel, *Sociologie des émeutes*, Paris, Payot, 2008.

Lagrange, Hugues, « Emeutes, rénovation urbaine et aliénation politique », *Revue française de science politique*, Vol. 58, n° 3, juin 2008, p. 377-401.

Lagrange, Hugues, « La structure et l'accident », in Lagrange, Hugues, Oberti, Marco (dir.), *Emeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 105-130.

Lagrange, Hugues, Oberti, Marco (dir.), *Emeutes urbaines et protestations. Une singularité française*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

Lagroye, Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003.

Lapeyronnie, Didier, *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, Laffont, 2008.

Lapeyronnie, Didier « Révolte primitive dans les banlieues françaises. Essai sur les émeutes de l'automne 2005 », *Déviance et société*, Vol. 30, n° 4, 2006, p. 431-448.

Masclat, Olivier, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003.

Mauger, Gérard, *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Broissieux, Le Croquant, 2006.

Mauger, Gérard, « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, n° 6, décembre 1991, p. 31-43.

Mazouz, Sarah, « Entre classe, race et genre ? Retour sur la participation ou la non participation des 'jeunes de banlieue' aux émeutes de l'automne 2005 », communication dans l'atelier n° 14, « Les enjeux politiques des émeutes urbaines », Congrès de l'AFSP, Toulouse, septembre 2007.

Mouvements, Dossier « Emeutes, et après ? », n° 44, 2006/2.

Mucchielli, Laurent, Le Goaziou, Véronique (dir.), *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2006.

Neveu, Catherine, « Anthropologie de la citoyenneté », in M. Abélès et H-P. Jeudy (dir.), *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 69-90.

Ocqueteau, Frédéric, « Les émeutes urbaines de l'automne 2005 : cadres d'analyse et points aveugles de la sociologie française », *Sociologie du travail*, 2007, vol.49, n°4, p. 531-543.

Rancière, Jacques, *Aux bords du politique*, Paris, Gallimard, 1998.

Roché, Sébastien, *Le frisson de l'émeute. Violences urbaines et banlieues*, Paris, Seuil, 2006.

Sala Pala, Valérie, « Novembre 2005 : sous les émeutes urbaines, la politique », *French Politics, Culture and Society*, vol. 24, n° 3, hiver 2006, p. 111-129.

Wacquant, Loïc, *Parias urbains. Ghetto – Banlieues – Etat*, Paris, La Découverte, 2006.